

COTE D'IVOIRE : FICHE PAYS – JUIN 2023



Catégorie OCDE (2022) : 5/7

Notes agences (S&P / Moody's / Fitch) : BB-/ Ba3/ BB--

Change : franc CFA (XOF)/ Régime de change fixe / EUR

Horizon de l'objectif de réduction des GES : 28% horizon 2030

FORCES

- Puissance agricole (cacao, anacarde, ...)
- Economie relativement diversifiée (agriculture, industrie extractive et agroalimentaire, services)
- Discipline budgétaire

FAIBLESSES

- Dépendance des revenus d'exportation aux prix des produits de base
- Hausse rapide de la dette et de son service
- Situation politique fragile

SYNTHÈSE :

Évolution des risques : amélioration

Environnement macroéconomique et financier :

- Vulnérabilité de la croissance : le dynamisme de l'économie de la Côte d'Ivoire devrait se confirmer en 2023, malgré les conséquences du conflit en Ukraine notamment sur l'inflation. Les investissements publics et privés, encouragés par la mise en œuvre du plan de Développement (PND 2021-25) ainsi que la préparation de la Coupe d'Afrique des Nations, devraient continuer à soutenir l'activité. La croissance devrait rester de l'ordre de 6%.
- Vulnérabilité des comptes publics : malgré la suppression annoncée des subventions introduites en 2022 face à la forte hausse des prix des biens alimentaires et de l'énergie, les dépenses (hausse des salaires, sécurité, service de la dette) devraient rester élevées en 2023. L'Etat compte sur la progression des revenus fiscaux, grâce au dynamisme de la croissance et aux mesures de réforme fiscale pour ramener le déficit à environ -5% en 2023. Le ratio de dette publique a nettement augmenté depuis la pandémie et devrait atteindre 63% du PIB en 2023. La structure de la dette (majoritairement à long terme libellée surtout en euros), sa gestion active par l'Etat et le recours à la dette concessionnelle (accord FMI début 2023) limitent son risque de surendettement, mais le service de la dette s'alourdit.
- Vulnérabilité extérieure : les exportations devraient être contraintes par la faiblesse de la demande mondiale et la baisse des exportations de cacao. La modération du coût des importations (biens alimentaires, énergie) devraient permettre de réduire le déficit courant qui resterait toutefois proche de -6% du PIB en 2023. La progression des exportations et leur diversification (développement de la transformation locale notamment) pourraient contribuer à l'amélioration progressive du solde courant par la suite. La dette extérieure reste modérée (de l'ordre de 40% du PIB) et une gestion active a permis d'atténuer les risques de surendettement.
- Vulnérabilité du secteur bancaire : le système bancaire compte une trentaine d'établissements. Il semble globalement sain, malgré la faiblesse de certaines banques publiques.

Environnement politique et gouvernance :

- Stabilité socio-politique : après les élections présidentielles de fin 2020, émaillées de violences, des efforts de rapprochement ont été réalisés entre le parti du Président A. Ouattara et l'opposition. Les élections législatives de mars 2021 se sont déroulées dans le calme. Après le retour de l'ancien président L. Gbagbo, acquitté par la Cour Pénale Internationale, la situation socio-politique s'est stabilisée. Les risques de tensions socio-politiques se sont atténués sans disparaître.
- Climat des affaires : la Côte d'Ivoire est globalement moins bien classée que ses voisins en termes de gouvernance selon les indicateurs de la Banque Mondiale, mais ses performances tendent à s'améliorer.

Environnement et politique du climat :

- Vulnérabilité climatique : très exposé au changement climatique, mais faible émetteur de CO² (132^{ème} sur 145 pour les émissions/hab.), le pays est engagé dans des programmes en faveur de développement des énergies renouvelables et d'une agriculture durable. Ses émissions de GES ont progressé entre 2014 et 2018 (+3%/ an en moyenne) plus rapidement qu'entre 2010 et 2014 (+1,4%/ an).

STRUCTURE DES ÉCHANGES

Principaux partenaires commerciaux + France
Part moyenne des échanges de marchandises entre 2017 et 2021 (% du total)

	Exportations	Importations
Pays-Bas	10,5%	Chine 15,2%
Etats-Unis	7,9%	Nigeria 11,4%
Viet Nam	6,0%	France 10,5%
France	5,4%	Inde 4,9%
Mali	4,9%	Etats-Unis 4,2%

Source: International Trade Center, CNUCED

Principaux produits échangés
Part moyenne des échanges de marchandises 2017- 2021 (% du total)

	Exportations	Importations
Cacao	41,8%	Pétrole 18,4%
Pétrole	12,6%	Machines, app. mécaniques 9,4%
Fruits	9,1%	Céréales 7,2%
Or	8,8%	Véhicules automobiles 6,6%
Caoutchouc	8,6%	Eqpts électriques 5,9%

Source: International Trade Center, CNUCED

TABLEAUX DES PRINCIPAUX INDICATEURS

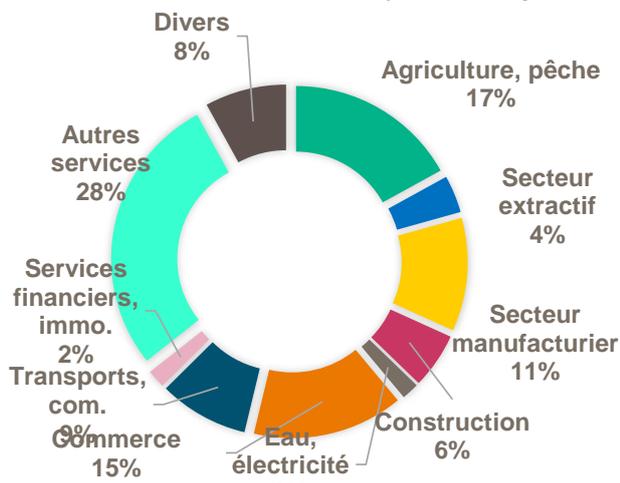
COTE D IVOIRE	2018	2019	2020	2021	2022(e)	2023(p)	2024(p)
STRUCTURE ECONOMIQUE							
PIB (Mds USD, courant)	58,4	59,8	63,0	71,7	70,0	77,0	83,2
<i>Rang PIB mondial</i>	82	84	77	75	76	74	74
Population (Mns)	25,6	26,3	27,0	27,7	28,4	29,1	29,9
<i>Rang Population mondiale</i>	53	53	53	51	50	50	50
PIB / habitant (USD)	2 282	2 275	2 335	2 593	2 468	2 646	2 786
Croissance PIB (%)	3,8	8,3	1,7	7,0	6,7	6,2	6,6
Inflation (moyenne annuelle, %)	0,6	0,8	2,4	4,2	5,2	3,7	1,8
Part exportations manufacturées (% total exp.)*	10,2	9,9	8,8	NA	NA	NA	NA
FINANCES PUBLIQUES							
Dette publique (% PIB)	35,3	37,5	46,3	50,9	56,8	58,1	60,6
Solde public (% PIB)	-2,9	-2,2	-5,4	-4,8	-6,7	-5,3	-4,0
Charge de la dette publique (% recettes budg.)	10,5	10,0	12,7	12,7	13,6	13,8	14,0
POSITION EXTERNE							
Solde courant (% du PIB)	-3,9%	-2,3%	-3,1%	-4,0%	-6,5%	-5,7%	-5,3%
IDE (% du PIB)**	0,8%	1,4%	1,1%	1,2%	1,1%	1,1%	1,0%
Réserves UEMOA (en mois d'importation B&S)	4,6	5,6	5,4	5,2	4,1	3,6	3,7
Dette extérieure totale (% PIB)	23,2%	25,0%	33,6%	30,8%	36,1%	36,7%	40,0%
Dette extérieure CT (% PIB)	0,1%	0,2%	1,5%	1,7%	3,1%	NA	NA
Taux de change	555,7	586,3	575,6	554,5	622,4	NA	NA
SYSTÈME BANCAIRE							
Fonds propres / actifs pondérés	9,5	10,5	11,5	11,9	NA	NA	NA
Taux de NPL	9,3	8,4	8,7	9,7	NA	NA	NA
ROE	16,5	20,2	18,3	NA	NA	NA	NA
SOCIO-POLITIQUE							
Rang gouvernance Banque Mondiale (214 Pays)*	146	146	148	144	NA	NA	NA
Rang doing business (190 pays)*	122	110	NA	NA	NA	NA	NA
CLIMAT							
Rang émissions de CO2 par habitant (145 pays) ^a	132	NA	NA	NA	NA	NA	NA
Rang ND-Gain (181 pays) ^b	131	134	133	NA	NA	NA	NA
Rang politique climat (58 pays) ^c	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA

Légendes : (e) estimations ; (p) prévisions- Sources: FMI (WEO&REO 04/2023, communiqué rapport pays 05/2023);*Banque Mondiale;**Oxford Economics;

^a Agence Internationale de l'Energie (émissions de CO2 liées à la combustion d'énergie fossile), ^b Notre Dame Global Adaptation Initiative,

^c Germanwatch (mesure les progrès des pays dans la mise en œuvre des politiques visant à atteindre les objectifs de l'Accord de Paris).

Côte d'Ivoire : part des secteurs dans l'activité (% valeur ajoutée, 2019)





1. SITUATION ECONOMIQUE

- **Une véritable stratégie industrielle pour faire évoluer une économie encore agricole**

L'économie ivoirienne est tirée par la production agricole, en particulier le cacao (40% de la production mondiale) et l'anacarde, orientée majoritairement vers l'exportation. L'Etat soutient le secteur, notamment les producteurs de cacao qui bénéficient d'un prix garanti qui a été revalorisé pour la campagne 2022-23.

La Côte d'Ivoire est un **modeste producteur d'hydrocarbures** (moins de 35.000 bl/j de pétrole). En septembre 2021, la compagnie ENI a annoncé la découverte d'un important gisement off-shore de pétrole et de gaz (projet Baleine) dont la production devrait commencer en 2023¹ puis monter en puissance fin 2024/début 2025. La production devrait toutefois rester nettement inférieure à celle du Nigeria ou l'Angola (de l'ordre de 1- 1,5 Mns bl/j). Par ailleurs, la production aurifère se développe (48 t. en 2022 après 42 t. en 2021) et devrait continuer à augmenter avec l'ouverture de nouvelles mines en 2023-24 (Abujar, Séguéla puis Lafigué). L'objectif du gouvernement est de porter la part du secteur minier de 3 % à 6 % en 2025. Le pays dispose d'un **secteur manufacturier dynamique**, tiré particulièrement par les activités de **transformation agro-alimentaire** (anacarde, coton, cacao, hévéa, ...), le **raffinage** et la **production électrique** (le pays exporte 10% de sa production)

La stratégie d'industrialisation, définie dans le PND 2021-25, vise à renforcer les liens production-transformation afin d'augmenter la valeur ajoutée et **développer l'industrie agro-alimentaire**, en encourageant le développement du secteur privé. De nouvelles zones industrielles doivent être créées, notamment dans le domaine de la transformation de la noix de cajou (Bondonkou), la chimie ou la pharmacie. Plusieurs nouvelles usines de transformation de cacao doivent être construites, financées par les EAU et la Chine avec l'objectif de devenir le 1^{er} broyeur de cacao au monde (devant les Pays-Bas) dès 2024 et de transformer localement 100 % de sa production d'ici 2030.

L'activité des **services** (45% du PIB environ) est dominée par les **services financiers**, les **télécommunications** et les **transports**. Le gouvernement a lancé un programme (« Sublime Côte d'Ivoire ») destinée à développer les activités de tourisme pour les porter à 12 % du PIB d'ici 2025 (10% en 2019).

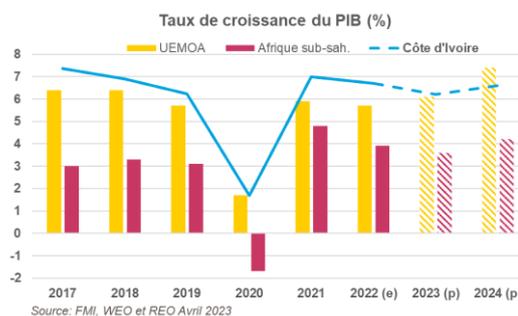
Le gouvernement ivoirien a mis en place une stratégie en faveur du secteur privé avec différentes initiatives :

¹ 15 000 bl/j dans une première phase

PEPITE (Programme économique pour l'innovation et la transformation des entreprises), lancé en octobre 2022 en faveur des TPE, PME et ETI dans certains secteurs (agriculture, agro-industrie, transport, santé...), « Start-up Boost Capital » lancé en janvier 2023 et la Facilité d'investissement à long terme (FILT) pour les entreprises technologiques et innovantes.

- **Croissance dynamique mais contrainte par un contexte international incertain**

La croissance de la Côte d'Ivoire est plus dynamique que celle de la zone UEMOA et de la moyenne d'Afrique subsaharienne depuis plusieurs années.



L'activité est tirée depuis plusieurs années par les projets des plans de développement à Moyen terme.

En 2023, le niveau élevé des prix (inflation supérieure à 5% en mars 2023 contre moins de 1,5% en moyenne annuelle sur période 2015-21) et des taux d'intérêt (5% début 2023 contre 4% début 2022) devrait empêcher l'accélération de la croissance. Elle devrait toutefois rester soutenue par les projets du Plan de Développement 2021-25 (Metro, port d'Abidjan,...) et la préparation de la Coupe d'Afrique des Nations qui se tiendra début 2024 en Côte d'Ivoire. La réouverture, en février 2023, des frontières terrestre fermées depuis 2020 devrait contribuer à soutenir l'activité économique.

Le taux de croissance devrait ainsi être supérieur à 6% en 2023 proche de la croissance moyenne en UEMOA (6,1%) mais nettement plus dynamique que celle de la moyenne d'Afrique Sub-saharienne (3,6%).

La modération de l'inflation, la reprise de la demande mondiale et le développement des activités industrielles, pourraient porter la croissance à **6,6 % en 2024**. Des incertitudes pèsent sur ces prévisions, concernant notamment l'évolution de la situation en Ukraine, des économies de l'UE (principal partenaire du pays), des taux d'intérêt et des cours des matières premières.

A moyen terme, la croissance pourrait se stabiliser autour de 6%-6,5% en moyenne sur la période 2023-2028 grâce au Plan national de développement quinquennal (PND 2021-2025).



- **Progrès dans le secteur bancaire**

Le système bancaire compte une trentaine d'établissements.

Le niveau de capitalisation est globalement satisfaisant (près de 12% en moyenne à fin juin 2022) supérieur au minimum requis par la réglementation Bâle II/III. L'assainissement s'est poursuivi, alors que trois établissements (représentant au total près de 7% des actifs du secteur) ne respectaient pas les ratios de capitalisation à fin 2021². Le processus de restructuration devrait se poursuivre jusqu'en 2023.

Les mesures prises par la BCEAO pour aider les banques de l'UEOMA à faire face à la crise (reports d'échéances, accès facilité à la liquidité) ont favorisé la résilience du secteur..

Le crédit au secteur privé est estimé par le FMI à 20% du PIB, comparable au niveau moyen en Afrique subsaharienne, mais inférieur à celui du Sénégal ou du Togo (de l'ordre de 30% du PIB).

2. FINANCES PUBLIQUES

- **Efforts de consolidation des finances publiques**

La Côte d'Ivoire respectait **le critère de convergence du déficit régional de l'UEMOA (- 3% du PIB) en 2019.**

Toutefois, **la crise sanitaire et ses conséquences sur l'activité économique ont nettement dégradé les finances publiques en 2020 (-5,4% du PIB).** La réforme de l'administration fiscale et des efforts en matière de digitalisation ont permis une réduction du déficit en 2021. Les mesures mise en place en 2022 pour atténuer l'impact de l'inflation (subventions sur les produits alimentaires et les carburants) ont fortement creusé la déficit (-6,7%).

L'Etat s'est engagé pour 2023 à remplacer les subventions par des aides financières ciblées sur les population les plus vulnérables.

Les dépenses devraient cependant rester élevées, après la décision de hausse des salaires du secteur public (+ 10,6% en 2023). Le service de la dette devrait également progresser avec la hausse des taux d'intérêt. La poursuite du plan de développement à MT et les investissements dans le cadre de la préparation de la Coupe d'Afrique des Nations de Football impliqueront des dépenses en capital. Les dépenses de sécurité et de défense sont également nécessaires pour combattre les menaces terroristes au Nord du pays.

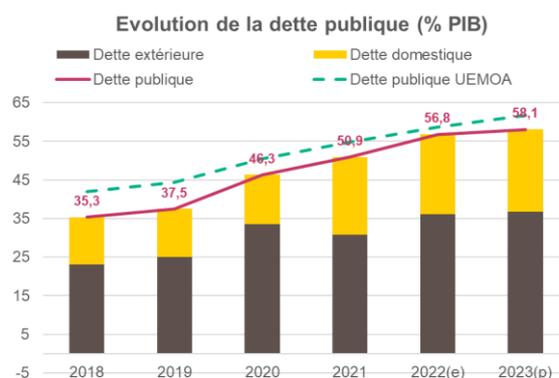
Le dynamisme de la croissance et des hausses de taxes pourraient permettre d'augmenter les revenus. En février

2023, le Ministère français de l'Economie a signé avec le Ministère du Budget ivoirien une convention de coopération visant à apporter une assistance pour l'amélioration du système fiscal ivoirien, notamment en termes de collecte. La poursuite des efforts de digitalisation devrait en outre élargir la base d'imposition. Le FMI devrait être attentif à la mise en œuvre de ces réformes fiscales dans le cadre de l'accord de financement conclu début 2023.

Sous réserve de la progression des recettes fiscales, **le déficit pourrait se réduire autour de -5% du PIB en 2023 et atteindre le critère de convergence (-3%) à l'horizon 2025.**

- **Dette publique : risque modéré de surendettement, hausse du service**

Le ratio de dette publique a nettement progressé en 2020 (près de 10 pp). La hausse de la dette extérieure est particulièrement marquée (en particulier liée à l'émission de plusieurs eurobonds) portant son poids à 60% du total (50% en 2017). Le ratio de dette publique n'a cessé d'augmenter par la suite et pourrait dépasser 58% du PIB en 2023. Le ratio resterait inférieur au critère de convergence UEMOA (70%) et au niveau moyen d'endettement public de la zone (61,7%).



Sources: FMI-REO Avril 2023, Direction Générale du Trésor Ivoirien

La dette domestique est constituée de titres de dette émis en F FCA sur le marché régional et prêts syndiqués. La Côte d'Ivoire, émetteur majeur sur le marché de l'UEMOA, a pu lever près de 68 Mds FCFA (plus de 110 Mns\$) en avril 2023 alors que les émissions du début d'année avaient été peu concluantes. Les maturités sont toutefois plus courtes que celles que le pays obtenait avant la crise ukrainienne. La hausse des taux de la BCEAO renchérit en outre le coût de cette dette locale

La dette auprès de la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD), libellée en F CFA, précédemment considérée comme de la dette domestique a été reclassifiée en dette extérieure par

² Banque Nationale d'Investissement (BNI), Banque Populaire, Banque de l'Habitat de Côte d'Ivoire (BHCI). Fin 2021, l'Etat a repris le contrôle de la BHCI.



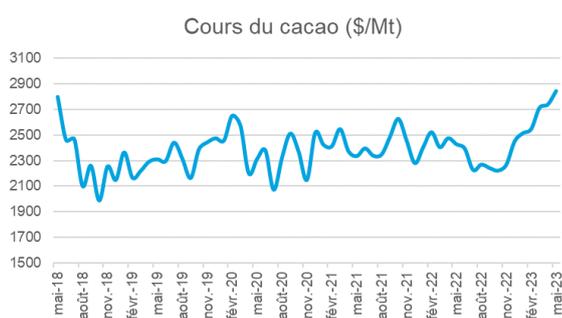
décision de l'UEMOA en 2022. La dette extérieure publique ivoirienne est libellée à 62% en euro³, limitant le risque de change compte tenu de l'indexation du FCFA. Elle est à 92% à taux fixe et majoritairement (plus de 90%) à moyen long terme (> 1 an).

Les intérêts de la dette publique pesaient en 2022 près de 16% des revenus (13% en 2021). Cette hausse doit être surveillée dans la mesure où elle risque de réduire la capacité du pays à faire face à d'éventuels nouveaux chocs.

3. POSITION EXTÉRIEURE

- **Forte dépendance aux produits primaires**

Le cacao (brut et préparations) pèse pour environ 40 % des exportations de biens. Le cours du cacao a nettement progressé depuis fin 2022 (+11% entre le T4 2022 et le T1 2023) en raison de craintes d'une offre réduite dans ses deux principaux producteurs, le Ghana et la Côte d'Ivoire et d'une certaine reprise de la demande qui a réduit les stocks. Les récoltes pour la campagne 2021/22 (octobre-septembre) ont été meilleures que prévu en Côte d'Ivoire, mais les volumes exportés n'ont pas augmenté, une part plus importante étant transformée localement. L'évolution des cours dépendra des performances du secteur en Côte d'Ivoire et au Ghana, liées notamment aux conditions climatiques, mais aussi de l'évolution de la demande mondiale qui devrait peu progresser, au moins en 2023. Compte tenu des prix élevés des engrais, les rendements ne devraient pas progresser, contraignant l'offre. **Les cours pourraient se stabiliser à un niveau qui reste plus élevé qu'avant la crise COVID.**



Source: International Cocoa organisation

Parmi les autres principaux produits d'exportation figurent **la noix de cajou** (anacarde), les hydrocarbures, les fruits et le caoutchouc (8% des exportations).

Plus de 35% des exportations⁴ sont destinées à l'UE où la demande devrait ralentir et environ 20% aux pays de la CEDEAO (Nigéria, Ghana, Burkina surtout). La

décision, en février 2023, de réouvrir les frontières terrestres fermées depuis 2020, pourrait favoriser les échanges avec les pays voisins. Les recettes du tourisme pourraient progresser avec des visiteurs originaires majoritairement (75%) des autres pays de la CEDEAO et du reste du continent africain (plus de 10%).

Les besoins de biens d'équipement restent élevés, en particulier pour les projets de construction dans le cadre du plan de développement et de la CAN 2024. La modération des prix de certains biens alimentaires et de l'énergie devrait cependant alléger la facture des importations, contribuant à une certaine **amélioration du déficit courant, en dessous de -6 % du PIB en 2023. Ce dernier resterait néanmoins élevé** (-0,3% en moyenne annuelle entre 2011 et 2019)

A moyen terme, la progression des exportations et leur diversification (grâce au développement de la transformation locale notamment ainsi que la hausse de la production aurifère) et une baisse des importations de pétrole liée à la montée en puissance de l'exploitation du gisement de Baleine fin 2024-début 2025, pourraient permettre d'améliorer progressivement le solde courant.

- **Reprise des flux d'investissements**

Après un recul en 2020 (-46% selon le rapport de la CNUCED), lié tant aux conséquences de la crise sanitaire que de la situation politique, les flux d'IDE ont à nouveau progressé en 2021 (1,4 Mds\$) soit le double de la moyenne des flux 2015-19 (700 Mns \$). Les investisseurs devraient continuer à être attirés par les projets du plan MT et le dynamisme de la croissance. La stabilisation de la situation politique contribue également à l'attractivité du pays. **Les investisseurs français sont très présents en Côte d'Ivoire** (exploitation minière, industrie manufacturière, intermédiation financière). La France est ainsi le 1^{er} investisseur en Côte d'Ivoire (plus de 20% des stocks d'IDE à fin 2020). **Risque de surendettement extérieur modéré**

Le ratio de dette extérieure (publique)⁵ a nettement progressé à partir de 2018 et devrait atteindre 40% du PIB en 2023.

La dette commerciale (essentiellement obligataire) représente plus de 50% du total à fin 2022. La Côte d'Ivoire a été le **premier pays d'Afrique à revenir sur les marchés en novembre 2020** pour sa cinquième émission d'Eurobonds (1 Md € sur 12 ans au taux de 5%). **Une autre émission (850 Mns \$⁶) en février 2021, a contribué, comme la précédente, à lisser ses échéances de remboursement.** Le gouvernement a cependant renoncé à revenir sur les marchés depuis

³ Bulletin dette publique Mars 2022

⁴ Moyenne 2015-2019

⁵ La dette extérieure est la dette libellée dans une autre devise que le F CFA

⁶ une tranche de 600 Mns € sur 11 ans à 4,3% et 250 Mns€ sur 31 ans à 5,75%



cette date en raison de la détérioration des conditions de financement. Les hausses de taux aux Etats-Unis et en Europe tendent à réduire les flux de financement en faveur des émergents et à accroître les taux auxquels ils peuvent s'endetter sur les marchés. La Côte d'Ivoire bénéficie toutefois de conditions plus favorables que la majorité des pays d'Afrique sub-saharienne avec un rendement des titres souverains de 8% à 10 ans en mai 2023 (10% pour l'Afrique du Sud, plus de 14% pour le Nigeria).

Le service de la dette publique extérieure rapporté aux recettes budgétaires pourrait atteindre le seuil défini par la FMI pour le pays (18%). Il pourrait le dépasser en 2024.

La Côte d'Ivoire peut compter sur le soutien des bailleurs de fonds internationaux (Banque Mondiale, BAfD ou AFD). Le pays avait bénéficié de la suspension du service de sa dette 2020⁷ du G20. Il a obtenu une aide de plus de 3 Mds\$ auprès du FMI⁸ en 2023 après une demande initiale portant sur 2,6 Mds\$.

En octobre 2021, le gouvernement ivoirien a signé avec la France, un nouveau contrat de désendettement et de développement (C2D), qui permettra au pays de convertir 1,14 Mds€ de dette bilatérale en don⁹.

Le rating souverain de la Côte d'Ivoire est inchangé depuis 2021 : BB- pour S&P et Fitch et Ba3 pour Moody's. Ce rating, en catégorie spéculative, est identique à celui de l'Afrique du Sud.

- **Risque de change atténué par l'indexation du Franc CFA à l'euro**

Membre de l'UEMOA, la Côte d'Ivoire appartient donc à la zone Franc. Fin décembre 2019, le président ivoirien A. Ouattara a annoncé **une réforme du Franc CFA**, prévoyant notamment :

- un changement d'appellation de la monnaie de Franc CFA en ECO¹⁰
- la fermeture du compte d'opérations ouvert auprès du Trésor français, sur lequel la BCEAO déposait, au moins 50% de ses réserves

En revanche, **ni la garantie de convertibilité de la France, ni la parité fixe face à l'euro n'ont été remises en cause par cette réforme**, dont la mise en œuvre n'est pas encore effective.

Le cours du F CFA s'est déprécié de l'ordre de -5,5 % face au dollar en 2022, moins que les monnaies du Ghana (près de -40%), ou du Nigeria (-10%). Il était **mieux orienté début 2023** (+ 2% entre janvier et mai).

⁷ Echéances de mai à dec. 2020 soit un montant estimé à 0,4% du PIB ou 15% du service 2020

⁸ Au titre de la Facilité élargie de crédit (FEC) et du Mécanisme élargi de crédit (MEDC)

Les réserves de la zone UEMOA centralisées par la BCEAO étaient en repli en 2022 à 11,4 Mds FCA, représentant de l'ordre de 4 mois d'importations. Le FMI prévoit une nouvelle baisse en 2023 (3 mois). Le retour potentiel des pays sur les marchés internationaux et les financements obtenus auprès des prêteurs officiels (notamment FMI) seront déterminants pour l'évolution de ces réserves.

La BCEAO a relevé progressivement son taux de référence (taux marginal) de 4% début 2022 à 5% en mars 2023. De nouvelles hausses sont possibles, en lien avec les décisions de la BCE.

4. ASPECTS POLITIQUES ET GOUVERNANCE

- **Apaisement des tensions depuis les élections**

Le pays a connu une situation d'instabilité politique après le coup d'Etat du général Gueï en 1999, qui a culminé en 2010-2011 avec un conflit armé, qui a fait plus de 3 000 victimes. **De nouvelles tensions sont apparues à l'approche des élections présidentielles de fin 2020** après la candidature d'A. Ouattara pour un troisième mandat. **Le scrutin**, boycotté par les principaux partis d'opposition et remporté par le Président sortant (avec plus de 94% des voix) **a été marqué par de violents affrontements. Les élections législatives de mars 2021 se sont déroulées dans le calme. Le parti présidentiel a conservé sa majorité à l'Assemblée** (137 sièges sur 255), mais a perdu 30 sièges par rapport à 2016.

Les tensions se sont apaisées entre l'actuel président et ses opposants historiques, particulièrement l'ancien chef de l'Etat L. Gbagdo, rentré dans son pays en juin 2021 après son acquittement par la Cour Pénale Internationale. La situation politique s'est stabilisée mais reste fragile. Les prochaines élections présidentielles sont prévues en 2025. Des élections locales (régionales et municipales) se tiendront en septembre 2023. Elles seront l'occasion d'évaluer les alliances entre les différents partis. **Le climat sécuritaire reste dégradé au nord du pays, aux frontières avec le Burkina Faso et le Mali**, en raison d'attaques de groupes terroristes.

- **Lacunes en matière de gouvernance et de climat des affaires restent à combler**

La Côte d'Ivoire est **globalement moins bien classée que le Sénégal, le Burkina Faso ou le Ghana** en matière de gouvernance selon les indicateurs de la

⁹ les sommes dues par l'Etat ivoirien à la France, sont versées sur un compte de l'AFD et servent à financer des projets de développement.

¹⁰ ECO était le nom choisi pour la future monnaie unique de la zone CEDEAO et non des seuls pays de la zone franc



Banque Mondiale. **Les performances du pays se sont toutefois améliorées** concernant notamment la qualité de la réglementation ou l'efficacité du gouvernement ou la lutte contre la corruption Il reste toutefois mal placé dans l'indice de perception de la corruption de Transparency International (105 sur 180 pays).

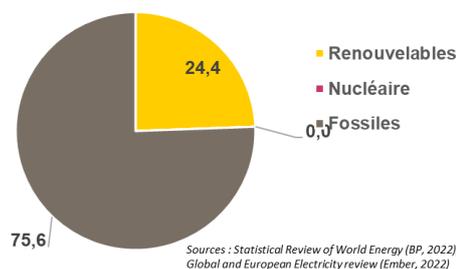
L'amélioration de la gouvernance est l'un des axes du PND 2021-25 en vue de favoriser le climat des affaires et l'attractivité du pays pour les investisseurs privés.

5. CLIMAT ET ENVIRONNEMENT

La Côte d'Ivoire est très exposée au changement climatique en raison du poids du secteur agricole dans son économie . Par ailleurs, le pays dispose d'un littoral de près de 570 km dont les 2/3 seraient affecté par les phénomènes d'érosion .

Faible émetteur de CO₂, la Côte d'Ivoire a toutefois vu ses émissions de GES progresser de l'ordre de 3%/an en moyenne entre 2014 et 2018 contre 1,4%/an en moyenne pendant les quatre années précédentes. Le pays s'est engagé à réduire de 32% ses émissions de Gaz à effet de Serre (GES) à l'horizon 2030 (par rapport à 2012) et notamment à porter à 45% la part d'énergie renouvelable dans le mix électrique.

Côte d'Ivoire : production d'électricité par sources, en % (2020=9,54 TWh)



A ce titre, le gouvernement a lancé le Projet d'accès à l'électricité, aux réseaux intelligents et à l'énergie solaire (PARIS) avec l'objectif de permettre l'accès à l'électricité à tous les habitants (80% actuellement) en 2025. Le projet comporte la construction d'une centrale solaire sur la retenue d'eau du barrage de Kossou. Par ailleurs, la construction d'une centrale électrique à biomasse a été lancée en octobre 2022, avec l'objectif d'une ouverture en 2025.

Le gouvernement ivoirien a par ailleurs pris des mesures en faveur d'une agriculture durable en soutenant financièrement le développement de techniques de culture respectueuses de l'environnement, en particuliers dans le secteur du cacao (projet PROMIRE visant à limiter la déforestation).



DIRECTION DES ETUDES, DE L'EVALUATION ET DE LA PROSPECTIVE

Baptiste Thornary

Responsable Pôle Conjoncture Macroéconomie Risque pays baptiste.thornary@bpifrance.fr

Economie Internationale et Risques Pays

Anne-Sophie Fèvre

Afrique de l'Ouest, Afrique australe, CEI & Russie

as.fevre@bpifrance.fr

Adriana Meyer

Amérique Latine, Asie du Sud & Inde, Afrique de l'Est

adriana.meyer@bpifrance.fr

Victor Lequillier

MENA, Turquie, Chine, ASEAN

victor.lequillier@bpifrance.fr

Global trends, Pays Développés, Conjoncture France

Sabrina El Kasmi

Responsable /Global trends, Pays développés, pétrole

sabrina.elkasmi@bpifrance.fr

Laetitia Morin

Macroéconomie France, Europe, conjoncture PME

laetitia.morin@bpifrance.fr

Thomas Laboureau

Macroéconomie France, conjoncture ETI

Thomas.laboureau@bpifrance.fr

Disclaimer / Avertissement

This document and the information within do not create any contractual or legal binding obligation and Bpifrance reserves the right at any time and without further notice to modify its content and its form. This document and the information within it are provided for convenience and information purpose only and is in no way nor an advice, nor a recommendation, nor an offer to provide an investment service or of completion of any other operation and shall in no way be interpreted as a representation according to which an investment strategy or the completion of any other operation fits to any individual or entity. Before any decision is taken, any individual or entity is invited to seek advice from its own legal, taxation and financial advisers in order to make sure that the operation foreseen fits with its personal situation and its own aims and to make its own opinion regarding its own risk and financial analysis. This document and the information within are provided "as is" and Bpifrance disclaims all legal and other warranties, express, implied or usage of trade, including without limitation as to the accuracy, utility, completeness, fitness, of this document and the information within, nor as to the use that is made of them or the results to be obtained from decision that could be made by the individuals and entity having knowledge of them even if Bpifrance has been informed or was aware of their aim. This document and the information within are not meant to be circulated or used by any individual or entity in a country or jurisdiction where such circulation or use would be contrary to legal or regulatory obligations, or which might force Bpifrance to comply with any procedure or registration in such country or jurisdiction. The English version of this article is provided for convenience only and the French version shall prevail.

Ce document et les informations qui y figurent n'ont aucune valeur contractuelle ou juridique et Bpifrance se réserve le droit d'en modifier le contenu et la forme à tout moment et sans préavis. Ce document et les informations qu'il contient ont un but strictement informatif et ne constituent ni un conseil, ni une recommandation, ni une offre de fourniture d'un service d'investissement ou de réalisation de toute autre opération et ne doivent, en aucun cas, être interprétés comme une affirmation selon laquelle une stratégie d'investissement ou toute autre opération est adaptée à toute personne ou entité. Préalablement à toute décision chaque personne ou entité est invitée à consulter notamment ses propres conseils juridiques, fiscaux ou financiers afin de s'assurer de l'adéquation de l'opération envisagée avec sa situation particulière et ses propres objectifs et de former sa propre opinion au regard de sa propre analyse de risque et financière. Bpifrance ne garantit en aucun cas que ce document et les informations y figurant sont notamment exacts, utiles, complets, ou adaptés et ne fournit aucune garantie légale ou sur tout autre fondement, y compris expresse, implicite ou d'usage, ni concernant l'utilisation qui en est faite ou les résultats des décisions qui pourraient être prises par les personnes ou entités en ayant eu connaissance y compris si Bpifrance a été informée de leur objectif. Ce document et les informations y figurant ne visent pas à être distribués ou utilisés par toute personne ou entité dans un pays ou une juridiction où cette distribution ou utilisation serait contraire aux dispositions légales ou réglementaires, ou qui imposerait à Bpifrance de se conformer à des démarches quelconques ou obligations d'enregistrement dans ces pays ou juridictions. La version anglaise de cette clause est fournie à titre indicatif et la version française prévaut.